



**LCL Contentieux Particuliers**  
71 Rue Nationale  
37000 TOURS

D 1/7 80/46/7/2 02AA6081190P4TF 1 FFV FFV  
**LA POSTE**


SD : 86100742201287D



SELARL DALMAIS HEUZE VINCENT ASSOCIES  
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES  
41 RUE PAUL CHENAVARD  
BP 1211  
69201 LYON CEDEX 01

Tours, le 12 juillet 2021

Dossier n° : 1053675

Client(s) : 

**Objet : mainlevée d'inscription de privilège de prêteur de deniers volume 2011Vn°3855**

Maître,

Nous faisons suite à votre courrier du 15 juin 2021 concernant l'affaire référencée et vous confirmons que la créance relative au prêt :

- Prêt immobilier d'un montant de 177 300 Euros

est intégralement remboursée.

En conséquence, nous vous donnons notre accord pour la régularisation de l'acte de mainlevée de l'inscription 2011V3855.

Nous vous adressons, en annexe :

- pouvoir du signataire
- bordereau d'inscription

Nous vous informons que nous ne possédons pas les documents suivants :

- copie Exécutoire

Nous vous prions d'agréer, Maître, nos salutations distinguées.

Le responsable de Service



P.J. : 1

Crédit Lyonnais SA au capital de 2 037 713 591 € – SIREN 954 509 741 – RCS Lyon – siège social : 18 rue de la République  
69002 Lyon – siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex – numéro ORIAS : 07 001878

CMHA.docm



**Délégations de pouvoirs**  
**Par Monsieur Olivier SIMON**  
**A Madame Séverine PIERRE**

L'AN DEUX MILLE DIX NEUF  
 LE 23 septembre 2019

Monsieur Olivier SIMON, Responsable du Recouvrement, domicilié en cette qualité à VILLEJUIF (94800), 20, avenue de Paris,

Agissant au nom du CREDIT LYONNAIS, dont le nom commercial est LCL, société anonyme au capital de deux milliards trente-sept millions sept cent treize mille cinq cent quatre-vingt-onze euros (2.037.713.591 €), dont le siège social est à LYON (Rhône), 18, rue de la République, avec siège central à VILLEJUIF (94800), 20, avenue de Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro B 954 509 741 (numéro d'ordre 54 B 974).

En vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, avec la faculté de substituer, par Monsieur Grégory ERPHELIN, en sa qualité de Directeur Finances, Affaires juridiques, Engagement et Recouvrement, membre du Comité Exécutif, domiciliée à VILLEJUIF (94800), 20, avenue de Paris,

Monsieur Grégory ERPHELIN ayant agi en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, avec faculté de substituer, par Monsieur Michel MATHIEU, directeur général du CREDIT LYONNAIS, demeurant à VILLEJUIF (94800), 20, avenue de Paris, suivant acte notarié du 20 décembre 2017,

Monsieur Michel MATHIEU Nommé directeur général au sens de l'article L 225-51-1 du code de commerce par délibération du conseil d'administration du CREDIT LYONNAIS en date du 10 février 2016.

A, par les présentes, délégué à :

Madame Séverine PIERRE, en sa qualité de Responsable du Précontentieux, domiciliée à TOURS (37000) 71 rue Nationale,

Tous les pouvoirs nécessaires à l'effet, tant en France que hors de France, de :

**II - Relations avec la clientèle**

- Pour le compte du CREDIT LYONNAIS ainsi que de toute société au nom de laquelle le CREDIT LYONNAIS aurait les pouvoirs d'agir, consentir, exécuter et traiter toute opération de crédit, sous couvert ou sans garantie, sous toute forme, en toute monnaie, telle que :

\* prêt, ouverture de crédit, autorisation de découvert, crédit-bail ;

\* engagement par signature de toute nature, y compris l'émission d'une garantie financière, d'un cautionnement, d'une garantie indépendante ou à première demande ou par acceptation, souscription, aval d'effets de commerce, warrant, en faveur de toute personne physique ou morale de droit privé ou public et de toute administration.

Il est précisé qu'à l'égard des administrations publiques, le présent pouvoir permet notamment :

\* d'acquitter toute somme due, signer toute traite et soumission, de faire toute demande en restitution et toute réclamation de prime, droit, pénalité ou amende.

- A la garantie de toute opération de crédit, convenir, recueillir ou accepter toute garantie personnelle et toute garantie réelle sur tout bien mobilier ou immobilier et sur tout droit, procéder à tous les actes qui en sont la suite ou la conséquence, notamment requérir leur inscription, leur renouvellement ou leur radiation sur les registres publics, faire toute opposition, passer toute convention relativement aux garanties obtenues, notamment consentir toute cession ou subrogation, en donner mainlevée avec ou sans constatation du paiement et donner toute décharge aux organismes tenant les registres publics, notamment aux services de la publicité foncière et greffiers des tribunaux, retirer toute somme, valeur ou objet séquestré, consigné ou déposé chez tout tiers ;

- Mettre à disposition de la clientèle tous moyens de paiement et encaisser ceux dont elle est bénéficiaire, assurer la gestion de tous moyens de paiement ; effectuer le traitement de toutes opérations induites par les moyens de paiement ;

- Satisfaire à toutes obligations déclaratives notamment en matière d'incidents de paiement portant sur les crédits et moyens de paiement ;

### **III - Marchés financiers**

- Procéder à toute opération sur l'or et les métaux précieux.

### **IV - Comptes ouverts auprès des Banques Centrales, notamment la Banque de France, et d'autres Etablissements**

- Faire fonctionner tout compte d'espèces, de titres ou d'effets, au nom du CREDIT LYONNAIS chez tout établissement de banque ou de crédit, ou Banque Centrale, notamment la Banque de France ;

- Utiliser tout moyen de paiement, procéder à tout versement ou tout encaissement et, de manière générale, faire toute opération au débit comme au crédit, suivant les conditions et usages de l'établissement chez lequel est ouvert le compte ;

### **V- Relations avec les administrations publiques**

Représenter le CREDIT LYONNAIS auprès de toutes les administrations, toutes les autorités administratives indépendantes, tous les organismes publics et semi-publics ou autorités de marché, notamment :

- Formuler toute demande ou réclamation tant contentieuse que gracieuse; requérir ou recevoir toute notification et assignation, suivre toute procédure ; constituer tout avoué, avocat ou autre mandataire ; nommer, faire nommer ou récuser tout expert, assister et participer à toute opération d'expertise ou autre mesure d'instruction, prendre communication de tout dossier et de tout procès-verbal ; exercer toute voie de recours, signer tout acte et toute pièce de procédure ; élire domicile ; se désister, transiger, acquiescer ; recevoir tout remboursement ; et d'une manière générale, faire le nécessaire.

- Les mêmes pouvoirs sont délégués pour représenter le CREDIT LYONNAIS auprès des Communautés européennes.

### **VII – Gestion interne**

- Faire retirer de toute administration des postes, messageries, chemins de fer et autres entreprises de transport toute lettre, colis, paquet et envoi destinés au CREDIT LYONNAIS, toucher et recevoir tout mandat sur une administration ou entreprise postale, donner toute décharge.

### **VIII - Contentieux**

- Agir tant en demande qu'en défense devant toute juridiction et arbitre tant en France qu'à l'étranger, comparaître personnellement ou par mandataire, déposer toute plainte et exercer toute action pénale, représenter le CREDIT LYONNAIS dans toute action publique exercée à son encontre, exercer toute voie de recours, prendre toute mesure conservatoire, poursuivre l'exécution de toute décision par toute voie de droit ;

- Faire attribuer au CREDIT LYONNAIS ou céder tout bien, passer toute convention relativement aux créances ou aux garanties, notamment consentir toute cession ou subrogation, donner mainlevée avec ou sans constatation du paiement de toute sûreté, faire procéder à toute publication et donner toute décharge aux organismes tenant les registres publics, notamment aux services de la publicité foncière et aux greffiers de tribunaux, recouvrer toute créance par voie de saisie immobilière ;

- Intervenir dans toute liquidation amiable, procédure ou dispositif de traitement d'une situation d'insolvabilité, notamment dans tout redressement amiable, procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite, surendettement ou mesures équivalentes, déclarer les créances, adhérer à toute convention, consentir toute remise et délai, solliciter et accepter toute mission ; exercer toute action et défendre à celles intentées ;

- En tout état de cause, accepter toute médiation, se concilier, compromettre, transiger, consentir toute remise et délai, se désister de toute action, constituer tout avoué, avocat et mandataire, se faire assister de tout expert, étant précisé que les pouvoirs ci-dessus peuvent être exercés pour le compte du CREDIT LYONNAIS et de toute personne au nom de laquelle il aurait le pouvoir d'agir.

### **IX - Dispositions finales**

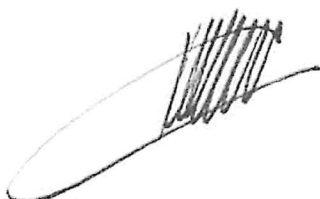
Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces, registres et procès-verbaux, élire domicile, prendre toutes mesures conservatoires, remplir toutes formalités et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Substituer une ou plusieurs personnes dans la totalité ou dans partie des présents pouvoirs, dans la limite seulement des objets nécessités par la fonction de ces dernières.

La présente délégation de pouvoirs se substitue à celle(s) précédemment consentie(s) au délégataire susnommé.

**DONT ACTE, sur 3 pages.**

Fait à VILLEJUIF (94800), 20, avenue de Paris, le 23 septembre 2019.



<b>Bor</b>		DE	
		VOL :	N°
BUREAU DES HYPOTHEQUES	Conservateur :		
EFFET JUSQU'AU:	PRINCIPAL :	TAXES:	
	ACCESSOIRES :	SALAIRES:	
	TOTAL	TOTAL	
INSCRIPTION DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS (article 2374 2° du Code Civil). AYANT EFFET JUSQU'AU DIX JANVIER DEUX MIL TRENTÉ SEPT (10/01/2037)		<input type="checkbox"/> l'échéance <input checked="" type="checkbox"/> la dernière échéance <input checked="" type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :		DOMICILE ÉLU	
En l'Office Notarial d'ECULLY, 4 allée des Tullistes			
EN VERTU DE :		TITRE DU CRÉANCIER	
D'un acte reçu par : Maître Jean-Claude RAVIER , Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle "Jean-Claude RAVIER, Nicolas DUC-DODON, Philippe MEUDIC, Olivier BARLET et Xavier BOUVET Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial sis à ECULLY (Rhône), 4 allée des Tullistes . Le 7 février 2011			
Contenant VENTE par : [REDACTED] AU PROFIT DE : Monsieur et Madame [REDACTED] de l'immeuble ci-après désigné, moyennant le prix principal de CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE TROIS CENTS EUROS (177.300,00 EUR), ET PRET par la Banque ci-après dénommée d'un montant de 177.300 € employés au paiement du prix de vente sus-indiqué à due concurrence, ainsi constaté à l'acte tant aux termes de la déclaration d'origine des deniers qu'aux termes du quittancement.			
AU PROFIT DE :		CRÉANCIER	
La Société dénommée CREDIT LYONNAIS, Société Anonyme de Banque au capital de 1.847.860.375,00 EUR, dont le siège est à LYON 2ÈME ARRONDISSEMENT (69002), 18 rue de la République, identifiée au SIREN sous le numéro 954509741 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.			
		PRETEUR	
CONTRE :		PROPRIÉTAIRE GREVÉ	
Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED], son épouse, demeurant ensemble à [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]			

**DEBITEURS SOLIDAIRES**

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Dans un ensemble immobilier situé à VILLEURBANNE (RHÔNE) 69100 173 rue du 4 Août  
1789 Cadastre :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	BS	64	39 RUE LOUIS GOUX	00 ha 31 a 04 ca

Dans le VOLUME UN (1)

Lot numéro cent trente et un (131) :Lot numéro cent soixante dix huit (178) :**ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION REGLEMENT DE COPROPRIETE**

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître RAVIER, Notaire à ECULLY (RHÔNE), le 29 avril 2010, dont une copie authentique a été publiée au 3EME bureau des hypothèques de LYON (RHONE) le 11 juin 2010 volume 2010P numéro 6667.

**ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION VOLUMETRIQUE**

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique établi aux termes d'un acte reçu par Maître RAVIER, Notaire à ECULLY (RHÔNE), le 29 avril 2010, dont une copie authentique a été publiée au 3EME bureau des hypothèques de LYON (RHONE) le 11 juin 2010 volume 2010P numéro 6668

APPARTENANT A :

EFFET RELATIF

**VENTE** énoncée ci-dessus, dont la publication est requise simultanément.

POUR SURETÉ DE :

CRÉANCE GARANTIE

- De la somme de CENT SOIXANTE DIX SEPT MILLE TROIS CENTS EUROS, montant en principal du prêt, dont la dernière échéance sera exigible le 10 janvier 2036, ci	177.300,00
- Des intérêts que ledit privilège conserve au même rang que le principal, au taux stipulé dans l'acte, soit au taux annuel de 3,45 %,	Mémoire
- Et des accessoires comprenant les commissions convenues, la majoration d'intérêts pour retard dans le paiement des sommes dues, l'indemnité en cas d'ordre, les impôts et taxes afférents aux sommes dues, les primes d'assurances, frais de renouvellement d'inscription et frais de mise à exécution le tout évalué à la somme de VINGT SIX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT QUINZE EUROS, ci	26.595,00
<b>Total à inscrire sauf Mémoire</b>	<b>203.895,00</b>

**DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS****PRET P.A.S. exonéré de taxe de publicité foncière**

Prêt accordé en application des dispositions des décrets du 30 Décembre 1992, du 18 Mars 1993 et de deux arrêtés du même jour.

## CERTIFICATIONS

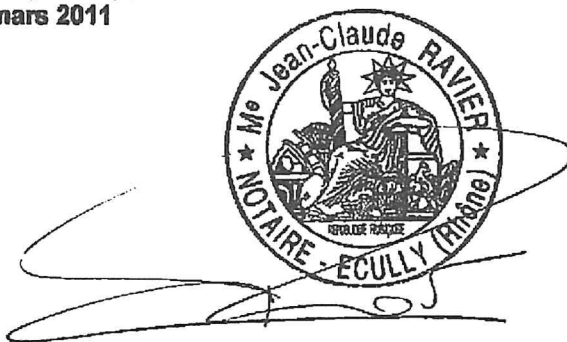
(Montant du capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Maître Jean-Claude RAVIER, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle "Jean-Claude RAVIER, Nicolas DUC-DODON, Philippe MEUDIC, Olivier BARLET et Xavier BOUVET Notaires Associés" titulaire d'un Office Notarial sis à ECULLY (Rhône), 4 allée des Tullistes, certifie conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur trois pages et approuve aucun renvoi, aucun mot nul.

Il certifie que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

Il certifie également que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée ci-dessus sous la 4ème rubrique lui a été régulièrement justifiée.

**ECULLY (Rhône),  
Le 22 mars 2011**



## PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification